

LE BOIS ÉNERGIE : « Comment éviter de scier le pommier pour récolter des pommes ? »

L'URCPIE des Pays de la Loire a élaboré ces éléments de positionnement à partir d'un travail collectif réalisé par l'ensemble des CPIE ligériens au cours du mois de mars 2011.

Considérant que le bois constitue une énergie de substitution d'intérêt aux énergies fossiles, l'URCPIE des Pays de la Loire se positionne en faveur d'une exploitation de la ressource renouvelable que constituent les ligneux et privilégie cette énergie prélevée localement pour son cycle du carbone court.

Cependant dans une perspective de développement durable, l'URCPIE des Pays de la Loire relève des principes fondamentaux pour une exploitation raisonnée et respectueuse des enjeux environnementaux des territoires ligériens et des hommes.

EN RÉSUMÉ...

> Pour des plans de gestion de la ressource bois énergie

> Pour des gestionnaires responsables du patrimoine paysager

> Pour une reconnaissance des services rendus localement par la ressource bois

> Pour l'organisation de filières «solidaires»



> POUR DES PLANS DE GESTION DE LA RESSOURCE BOIS-ÉNERGIE

Une des conditions pour que l'exploitation de la ressource soit pérenne et écologiquement recevable consiste à ce que l'homme s'assure de son renouvellement à l'échelle de son territoire. Ainsi, l'URCPIE souhaite que l'exploitation de la ressource naturelle renouvelable que constitue le bois (forêt – bocage – connexes) soit cadrée par des plans de gestion. Ceux-ci ont pour vocation de rationaliser, par une planification des abattages, l'exploitation de la ressource à l'échelle d'une unité de gestion cohérente (propriété par exemple ou somme des terrains gérés par un agriculteur). Cette rationalisation des coupes permet une meilleure gestion globale de la ressource et une mise en adéquation de l'offre et de la demande.

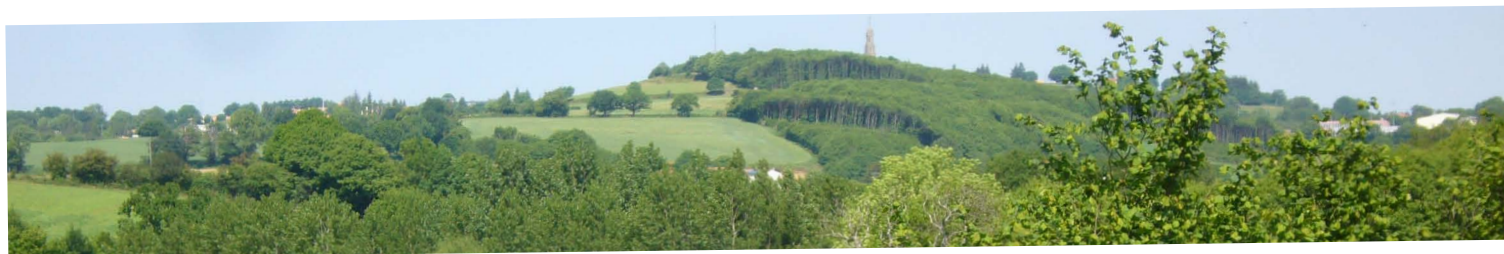
En milieu bocager, dans cette perspective de gestion cadrée et cohérente (rotation des haies, coupes différenciées pour le maintien de haut-jet, diversité des modalités d'exploitation, veille à la bonne croissance des repousses) et afin de concilier des approches économiques et écologiques, l'URCPIE n'est pas opposée à une récolte totale par des « coupes à blanc » avec du machinisme adaptée dans la mesure où ces coupes ne sont pas en inadéquation avec des enjeux écologiques identifiés.

Par ailleurs, si l'URCPIE prône la mise en œuvre de Plan de Gestion à l'échelle des unités d'exploitation, nous souhaitons que de façon complémentaire la filière bois-énergie puisse se doter d'une charte de bonnes pratiques afin de garantir la plus-value qualitative de son approvisionnement local pour l'environnement du territoire.

> POUR DES GESTIONNAIRES RESPONSABLES DU PATRIMOINE PAYSAGER

Pour l'URCPIE, la ressource bois-énergie doit être considérée comme un patrimoine à préserver (voire à développer). Ainsi, il semble important de re-considérer la notion d'exploitation du bois, non seulement à la récolte de celui-ci, mais comme un héritage à transmettre aux générations futures.

Cette notion nécessite de requalifier la fonction de producteur / exploitant en adéquation avec l'augmentation de la demande sociale de cadre de vie des habitants liée à l'évolution démographique des territoires ruraux. Mais également de faire changer les perceptions de ces mêmes personnes sur la fonction de gestionnaire des territoires garant du patrimoine commun que représente la ressource « bois » localement.



> POUR UNE RECONNAISSANCE DES SERVICES RENDUS LOCALEMENT PAR LA RESSOURCE BOIS

Dans le débat actuel sur la monétarisation du vivant, nous observons qu'une attention particulière est portée sur la notion de services rendus par les écosystèmes. L'URCPIE est d'autant plus favorable à ces travaux qu'ils sont en mesure de quantifier la valeur économique de milieux ordinaires.

Dans la problématique bois-énergie, il nous semble que cette notion de service-rendus doit intégrer tant la plus-value écologique (maintien de la qualité de l'eau, biodiversité) que les notions plus complexes des aménités environnementales et sociales. Cette valorisation économique de la ressource devant conforter une gestion économe, cohérente et durable au détriment de la tentation prégnante localement qui stipule que par le développement de la filière bois énergie, le bois constitue un actif à valoriser à court terme. Ainsi, l'URCPIE s'oppose aux principes spéculatifs sur la ressource bois-énergie qui peuvent se traduire sur les territoires par des implantations de taillis à très courtes rotations (TTCR). Ces cultures s'avèrent souvent « dé-structurantes » pour les sols et pauvres en biodiversité. A ce titre, l'URCPIE insiste sur l'indispensable veille des territoires sur ces implantations qui peuvent être localement réalisées avec des taxons exogènes et au caractère invasif avéré (Accacia...).

L'URCPIE se positionne, globalement, en faveur d'une approche transparente du coût global de toutes les énergies tant au niveau des investissements (durée de vie des équipements, performance, maintenance...) qu'au niveau de la logistique (déplacement, infrastructures de transport, stockage...) ou des valeurs fondatrices pour un développement durable des territoires (emploi et économie locale, cadre de vie, biodiversité...) et estime, à ce titre, que le bois issu de milieux naturels gérés constitue une énergie durable.

> POUR L'ORGANISATION DE FILIÈRES «SOLIDAIRES»

L'URCPIE est favorable à l'organisation de filières qui regroupent producteurs / exploitants et acteurs du milieu rural, cette organisation devant offrir les garanties nécessaires au développement d'activités viables et pérennes pour la ressource locale.

Ainsi, la filière organise et gère tant les aspects techniques (plate-forme de stockage, lieu de séchage) dans une gestion économe des sols, que l'adhésion des fournisseurs et acquéreurs à une charte de qualité et le respect de celle-ci.

Au-delà des aspects énergétiques, le développement de filières bois-énergie organisées peut constituer des espaces de dialogue, d'échanges, de co-apprentissages et poser les bases de réflexions pour l'avenir des territoires : quel type de paysage ? Quel emploi ? Quelle relation sociale ?

L'URCPIE se réjouit d'un développement de politiques publiques locales en faveur de la filière bois-énergie mais déplore que ces politiques n'investissent pas toujours suffisamment l'ensemble des dimensions précédemment exposées.

POUR ALLER PLUS LOIN :

Par ses réflexions, le réseau des CPIE des Pays de la Loire se positionne aux côtés des porteurs de projets sur les territoires pour vous informer, vous accompagner et structurer vos initiatives.



UNION REGIONALE
PAYS DE LA LOIRE

Plus d'infos ?

Union Régionale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement des Pays de la Loire
17 rue de Bouillé / 44000 Nantes / Tél. 06 99 57 35 95 / www.urcpie-paysdelaloire.org / contact@urcpie-paysdelaloire.org